Marion Maréchal-Le Pen :

Pas *de démagogie* », « *pas de programme paillette* », « *pas de mensonge aux Français* ». La nouvelle madame « Pas de » s'appelle Marion Maréchal-Le Pen. La candidate du FN n'a que 25 ans (26 dans huit jours), mais elle connaît déjà le ring politique comme sa poche. Catégorie poids lourd, malgré sa silhouette poids mouche.

Côté chiffres, elle aime bien l'esquive. Combien de policiers du rail supplémentaires ? Un ange blond passe. Les amendes infligées à la SNCF pour les retards et les annulations de TER, compte-t-elle les doubler, les tripler et pourquoi pas les décupler ? « *Ce serait grotesque de le dire maintenant. Il faut d'abord se mettre autour d'une table avec les professionnels.* »

Et ce projet de Puy-du-Fou provençal ressorti de sa boîte à chaque fois que le mot culture est prononcé : où ? Quand ? Avec qui ? Esquive, esquive, jusqu'au gong de la question suivante.

Le programme n'est pas vide. Il a été précédé d'un vrai travail de terrain que certains de ses concurrents ont négligé. Mais les chiffres précis, elle les réserve moins pour l'avenir que pour le bilan de Michel Vauzelle : la dette de la région (2,7 milliards), les 150 millions répartis entre 4000 associations.

Pas de pitié pour le sortant, sauf sur le sujet des lycées. « *Entre nous, par souci d'honnêteté intellectuelle, la majorité a bien assuré l'entretien* » des 183 établissements de la région. Des objections ? Des contradictions ? La frêle candidate les avale et les recrache aussi sec. L'expérience ratée entre 1995 et 2001 à Toulon ? C'était il y a longtemps. Elle préfère évoquer Fréjus et Cogolin. Sa propre inexpérience ? « *J'ai des équipes.* » Sur ses affiches, le nom du parti fondé par son grand-père, aujourd'hui présidé par sa tante, a disparu, mais c'est bien une Le Pen qui est aux portes du pouvoir régional. Pour ses adversaires, ce n'est pas la moins redoutable des trois.

La candidate FN a répondu aux questions de la rédaction de *Var-matin*, hier à Toulon. (Photos Frank Muller)

Un contexte particulier

Ces élections s'inscrivent dans le contexte particulier de l'après 13 novembre. En quoi la Région peut intervenir concrètement en terme de sécurité ?
On en a parlé pendant la campagne mais de façon raisonnable et raisonnée, puisque c'est plutôt au niveau national qu'il y a de vraies marges de manœuvre. On a pu développer cette thématique dans le cadre de la sécurité des TER avec une double proposition. D'abord, l'augmentation du nombre d'effectifs de la SUGE (police ferroviaire), dans le cadre de la renégociation avec la SNCF. Je crois beaucoup à la présence humaine. Ensuite, l'importation du modèle qui existe en Ile-de-France, avec cette police ferroviaire qui est sous la responsabilité du préfet de police de Paris et qui est une coordination des services – gendarmerie, police, police de la SUGE – qui marche assez bien.

Ne trouvez-vous pas contradictoire de prôner plus de sécurité et de voter contre la loi renseignement et contre le fichier PNR au niveau européen ?
Dans la loi renseignement, le problème était que la question du terrorisme en était une infime partie. Les champs d'action du renseignement français étaient beaucoup plus larges et donnaient un quasi plein pouvoir dans l'ensemble des domaines. Avec un risque, tout de même, d'atteinte aux libertés individuelles et un risque de surveillance politique qui était manifeste. Le ministre lui-même ne s'en est pas caché. Ce n'est pas parce qu'à un moment donné, il y a un péril qui est considérable, qu'il faut dire tout et n'importe quoi. D'autant que la lutte contre le terrorisme aujourd'hui, c'est moins un problème d'identification que de traitement auprès des personnes identifiées. Sur la question du PNR (données des dossiers passagers), c'est là aussi un problème d'efficacité. Quelle est l'efficacité de récupérer l'ensemble des données des vols aériens de l'ensemble des citoyens ? L'objectif est plutôt de se concentrer sur les meilleurs partenariats européen, américain, au Proche ou au Moyen-Orient, sur les personnes identifiées. C'est là où il y a une vraie défaillance.

« Le succès en 2017 viendra en partie de nous »

Vous revendiquez votre catholicisme... Jusqu'où ?
Je ne suis pas du tout dans le prosélytisme. Je ne me remets pas en cause la liberté de culte, la laïcité. Mais la France a été façonnée par la chrétienté, c'est indéniable. Nous avons aussi des traditions populaires, comme la crèche, les processions, les jours fériés qui participent de notre identité et il n'y a pas de raison d'en avoir honte. La laïcité, ce n'est pas la disparition de toute connotation religieuse dans l'espace public.
Mais c'est la neutralité des pouvoirs publics face à la religion. Pas question donc d'aider les catholiques ! En revanche, on ne subventionnera pas le communautarisme et on n'ira pas vers les aides aux migrants. À l'inverse des 3 millions d'euros votés par les socialistes à la Région. Parce que cela fait partie des politiques qui aggravent la situation et créent des appels d'air.

Vous allez avoir 26 ans et vous n'avez jamais géré de collectivité. Un manque d'expérience qui inquiète.
Je ne me serai pas lancée dans cette aventure avec la responsabilité qui va être la nôtre sans avoir derrière moi les équipes pour assurer. L'enjeu est trop important. Car le succès en 2017 viendra en partie de nous. La démonstration d'une bonne gestion du FN à la Région, comme dans les mairies, c'est évidemment un argument de campagne. Au-delà du bien-être des habitants de la région, ces élections participent aussi de la reconquête du territoire national.

Vous avez présenté l'équipe qui participera à votre exécutif. Elle compte beaucoup de permanents de votre parti et peu d'experts.
Ni de people ! C'est sûr, ce n'est pas comme Enrico Macias dans le comité de soutien d'Estrosi. Mais ce sont des gens de la vraie vie. Je suis contre l'idée qu'il y a d'un côté le peuple français et de l'autre ceux qui sont suffisamment intelligents pour les diriger. Vous vouliez qui à la place ? Des chefs d'entreprise ? Des hauts fonctionnaires ?

Quels enseignements tirez-vous du plantage politique du Front national à la mairie de Toulon ?
Renvoyer à une politique qui date de vingt ans m'apparaît très compliqué. Tout a radicalement changé. Le contexte, les hommes, les défis... On nous explique que nous sommes des incompétents mais Christian Estrosi, au département des Alpes-Maritimes, c'est une dette multipliée par 7 ! Quant à Christophe Castaner, il est intégralement solidaire de la majorité sortante à la Région de la dette de 2,7 milliards. Je demande à être jugée sur pièces, sur le FN aujourd'hui et sur ses mairies où ce n'est pas le cataclysme annoncé, où les dettes et les impôts baissent avec des investissements qui perdurent.

C'est dit

« J'ai pris un engagement qui était clair depuis le début de la campagne : je ne subventionnerai plus les associations communautaristes, de préférence étrangères, et les associations politisées. »

« Il ne vous aura pas échappé que le président du RC Toulon n'est pas un ami, mais le but est d'aider les acteurs qui participent du rayonnement de la région : il n'est pas question de remettre en cause de tels partenariats ».

« Le planning familial est dans un rôle de militant politisé assumé »

Vos déclarations sur le planning familial ont suscité une vive polémique. En quoi de telles structures, qui font pourtant œuvre de service public en intervenant par exemple dans les lycées, vous semblent-elles politisées ?
Le planning familial est une association qui se qualifie elle-même de militante sur la page d'accueil de son site internet. Elle milite pour des positions de société et une conception de la famille très marquées, en défendant le mariage homosexuel, la PMA, la théorie du genre. Ils défendent toutes les positions LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans), qui sont très marquées politiquement. Ils sont pour toutes les réformes de libéralisation d'accès à l'avortement. Par exemple, la suppression du délai de réflexion. Ils sont dans un rôle militant politisé assumé, avec une vision que je ne partage pas. J'ai passé mon temps à dire que j'allais recentrer la Région sur ses compétences. La politique de santé n'en fait pas partie. Mais attention, pas d'amalgame : ça n'est pas le débat sur la légalité de l'avortement, que je ne remets pas du tout en cause, ni l'accès aux contraceptifs. Ces associations sont très grassement subventionnées par l'ensemble des échelons : ça ne remettra pas en cause l'existence du planning familial.

Mais ce sont les seuls acteurs pour la contraception et l'accès à l'information...
Pas du tout. Ça fait partie de ceux qui ont un partenariat avec l'Éducation nationale. Mais il y en a plein d'autres. On n'est plus en 1975. À l'époque où le planning familial a été mis en place, il y avait besoin d'avoir un endroit où se rendre pour s'informer. Aujourd'hui, il y a de très nombreux dispositifs et structures d'accueil qui existent, ne serait-ce qu'à l'hôpital.

le planning de sa campagne

« On ne remplacera pas les départs en retraite »

Votre programme économique parle de « *viager économique pour favoriser la transmission des entreprises* ». Comment cela se traduit concrètement ?
C'est une aide au prêt à la reprise, qui serait conditionnée au fait que la personne qui vend le fonds de commerce ou l'entreprise forme son successeur, pour une transition sereine. On aimerait augmenter le budget d'aides aux entreprises de moins de 100 millions aujourd'hui à 500 millions d'euros en fin de mandat, pour avoir un véritable effet levier, et donc mettre en place des outils différents : prêt, garantie bancaire, aide à l'export et mutualisation des structures, fonds de partenariat pour les entreprises en difficulté de trésorerie, etc.
Cette politique passe aussi par la transformation des antennes locales régionales pour en refaire un acteur de proximité ; y faire siéger des cellules d'aide au remplissage de dossiers notamment.

Où trouvez-vous l'argent pour financer ces mesures ?
Déjà, nous avons une région surendettée (à hauteur de 2,7 milliards d'euros). Il y a de nombreux pôles (7), avec beaucoup de services dont on ne comprend pas toujours l'utilité. La première chose va être de simplifier et d'optimiser le fonctionnement de l'administration.

Vous supprimez des postes de fonctionnaires ?
On ne remplacera pas (sauf exception et besoin très spécifique) les départs en retraite, car nous avons une augmentation exponentielle du nombre des fonctionnaires, bien au-delà des domaines de compétences de la région. Il faudra aussi se poser la question du maintien ou non du nombre de contractuels. Ensuite, il faudra revoir la politique à l'international : ce sont des centaines de millions d'euros consacrés à des projets qui ne bénéficient pas directement aux habitants de la région. Nous devons réorienter la politique vers des besoins réels, comme l'aide à l'export et au développement à l'international des entreprises. L'argent public doit être investi prioritairement au profit des habitants de PACA.
Enfin, il faudra une meilleure mobilisation des fonds européens : il y a des carences en la matière, parce que la région ne remplit pas *assez son rôle entre les entreprises* et l'Europe.

La Région consacre 280 millions d'euros aux TER. Avec une baisse de fréquentation de 1 % en 2014, 8 % de trains supprimés et près de 20 % en retard. Comment faire mieux, mais pas plus cher ?
Ce n'est pas un problème de budget, c'est un problème d'efficacité politique. Aujourd'hui, le lien entre la SNCF et la région est assez particulier : on ne travaille pas de client à prestataire, et on a l'impression que la vice-présidence écologiste des transports est dans l'incapacité d'imposer son bon vouloir à la SNCF... Je trouve par exemple que les amendes que l'on impose à la SNCF sont dérisoires par rapport à la défaillance qui est la sienne en matière de service et de ponctualité. Nous avons une occasion de renégocier le contrat qui arrive à échéance fin 2016. Nous allons faire un contrat de trois ans pour pouvoir mettre une pression supplémentaire à la SNCF dans le cadre, justement, de l'ouverture du marché à la concurrence. L'objectif n'est pas de changer de prestataire (je préférerais garder un partenaire français !) mais à un moment donné, il faut tirer les conséquences...
Ensuite, il va aussi falloir se poser la question d'un deuxième centre de maintenance. Nous devons réfléchir aussi, et voir de quelle manière on pourrait décentraliser humainement l'autorité de régulation, car le manque de réactivité est dû à cela.

C'est dit

« Je n'ai pas de plan de carrière. »

« Le but c'est de garder ce qui marche et d'optimiser ce qui marche moins bien. On n'est pas du tout dans une gestion idéologique ».

« On va vers les projets qui servent la Région. Et puis on est miséricordieux au FN ! »

« Ce qui me séduit dans le mandat régional, c'est principalement d'avoir les marges de manœuvre pour faire la démonstration de nos compétences, et notamment en matière économique ! »

Ce qui la distingue des autres...

Sur la culture ?
Nous souhaitons mettre en place un patriotisme culturel à travers le fonds régional d'art contemporain Un fonds qui sert trop souvent à financer des artistes étrangers, alors qu'il devrait prioritairement aider et accompagner les artistes qui résident en PACA. Autre différence, notre beau projet de « Puy du Fou » permanent que Philippe de Villiers nous aidera à mettre en place.

Sur l'agriculture ?
Nous sommes pour le patriotisme économique dans le cadre des marchés publics. Les appels seront rédigés de manière à arriver, à terme, à 50 % de produits locaux dans les cantines. Ne concentrons pas tout sur le bio. Le bio c'est bien, mais il faut rééquilibrer au profit de l'agriculture raisonnée.

Sur les lycées ?
Dans les cantines, on ne cédera pas aux demandes de repas de substitution qui sont en fait des repas confessionnels : le communautarisme, on sait quand ça commence, mais pas quand ça s'arrête. Aujourd'hui, des repas de substitution, demain des horaires de substitution, pourquoi pas après-demain des lois de substitution. Nous portons un projet de lycée de la mer, jusqu'au BTS.

Sur l'équité entre les départements ?
Je viens d'un département, le Vaucluse, l'un des enfants pauvres de la région. On souhaiterait créer une vice-présidence chargée de l'aide aux petites et moyennes communes. Les électeurs devraient plutôt s'inquiéter de l'élection de Christian Estrosi qui veut conserver la présidence de la métropole Nice Côte d'Azur.

Ma région à moi

Votre site préféré
Le musée des troupes de marine à Fréjus. Un beau moment de l'histoire de France, l'époque où on faisait des Coulibaly héros et pas des Coulibaly terroristes.

Votre ville préférée
Venasque, village de ma circonscription *(NDLR : au Ventoux)*.

Votre monument préféré
L'abbaye de Lerins.

Votre personnage ou personnalité préféré
J'ai hésité... Et finalement j'ai extrapolé : Antoine de Saint-Exupéry, qui est mort au large de Marseille.

Votre expression favorite
Tranquilou.

Votre plage préférée
Celles de Porquerolles.

Votre plat préféré
La souris d'agneau, avec de la polenta...

Le lieu que vous rêvez de transformer
La villa Méditerranée, à Marseille. Symbole de la gabegie socialiste.

Elle a répondu à leurs questions

Patrice Maggio, directeur adjoint des rédactions et rédacteur en chef. Stéphanie Mayol, rédactrice en chef adjointe. Mireille Martin, reporter en charge de la politique. Karine Michel, chef d'agence de *Var-matin* Toulon.